



Les salariés de WKF en grève contre un plan social concernant 177 emplois, au siège de Rueil-Malmaison, en juillet 2008. PHOTO DR

# L'éditeur WKF se paie

totallement l'année d'après», explique une salariée des éditions Lamy, qui a perdu près de deux mois de revenus (6 000 euros) suite au montage financier.

Déjà fortement entamée sur l'année 2007 à cause du paiement des intérêts d'emprunt aux Néerlandais, la participation a effectivement disparu en 2008, du fait d'une dépréciation des actifs. En d'autres termes, il s'agit d'une estimation trop généreuse des entreprises concernées au moment de l'opération de fusion et de rachat. Réévaluées depuis à un moindre prix, elles doivent faire apparaître ce décalage comme une perte dans les comptes. Et faire ressortir un résultat net 2008 en déficit de 285 millions d'euros. Et ce, alors même que le résultat d'exploitation (qui reflète la réalité de l'activité d'une entreprise) était positif, à 34,8 millions d'euros. «On a proposé aux représentants des salariés de négocier un accord d'intéressement pour remplacer le manque à gagner, répond Sophie Letierce, DRH de Wolters Kluwer France. Mais ils ont refusé notre proposition.» «C'est vrai, sauf que les objectifs proposés pour obtenir l'argent étaient inatteignables, explique Pierre-David Labani, secrétaire CFDT du comité d'entreprise. D'ailleurs, toutes les organisations syndicales ont quitté la table des négociations.»

**PLAN SOCIAL.** Parallèlement, un plan social de 177 emplois sur un million, officiellement déconnecté

# la dette de ses salariés

Le groupe Wolters Kluwer France a plombé ses comptes pour se racheter lui-même. Résultat: perte de revenus pour les employés et allègement fiscal pour l'entreprise...

Par LUC PEILLON

**R**achète toi toi-même et pour cela endette toi, plombe tes comptes, et supprime la participation à tes salariés. C'est, en résumé, le cheminement étonnant du bonneteau financier réalisé, en 2007, par l'éditeur de presse professionnelle

**«On s'est racheté à nous-mêmes ce que l'on avait déjà. Sauf qu'on se retrouve avec une dette à rembourser.»**

**Une ex-représentante des salariés**

Wolters Kluwer France (Editions Lamy, groupe Liaisons...), et que les employés n'ont pas fini de subir. Retour sur un étrange montage financier, par lequel une entreprise passe du jour au lendemain d'un résultat excédentaire à un très gros déficit.

Mi-2007, les filiales françaises du groupe de presse européen Wolters

Kluwer, basé aux Pays-Bas, fusionnent entre elles, avant d'être rachetées par une autre filiale française, détenue par le même groupe de presse. Pour financer l'opération, le siège néerlandais «prête» 450 millions d'euros à Wolters Kluwer France, en sus d'un apport en capital de 300 millions. «En réalité, on s'est racheté à nous-mêmes ce

que l'on avait déjà, explique une ex-représentante des salariés. Sauf que désormais, on se retrouve avec une dette à rembourser, alors que l'on était bénéficiaire.» Le groupe français est d'autant plus endetté que les 450 millions

«prêtés» par le siège néerlandais seront rapatriés dans la foulée aux Pays-Bas par le biais d'un versement exceptionnel de dividendes. Ce qui est donné d'une main est ainsi repris de l'autre.

**PARTICIPATION.** Mais l'emprunt, lui, reste inscrit dans les comptes du groupe français qui, du coup,

doit payer des intérêts... sur un argent qu'il n'a plus. Des intérêts d'emprunt remontés aux Pays-Bas, près de 30 millions par an pendant quinze ans, et qui réduisent

## REPÈRES

### GÉANT DE L'ÉDITION

Wolters Kluwer est l'un des principaux acteurs mondiaux de l'édition et de l'information professionnelle. Basé en Hollande et présent dans près de 35 pays, il emploie plus de 1000 salariés en France, au travers de titres comme *Liaisons sociales* ou les éditions Lamy.

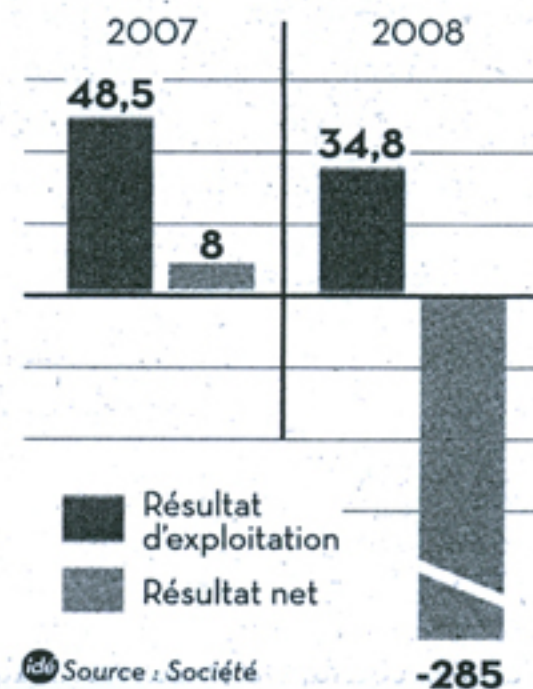
**«Le remboursement des intérêts d'emprunt n'(est) pas négociable.»**

**Xavier Gandillot** PDG de WKF aux grévistes, en juin 2009

d'autant le résultat net. «Or la participation sur les bénéficiaires est assise sur le résultat du groupe. Conséquence: le montant versé a d'abord fondu sur 2007 avant de disparaître

### LES RÉSULTATS DE WOLTERS KLUWER FRANCE

En millions d'euros



Source: Société

**PLAN SOCIAL.** Parallèlement, un plan social de 177 emplois sur un millier, officiellement déconnecté de la situation financière de l'entreprise, a été validé vendredi par le tribunal de Nanterre. «Les suppressions de postes n'ont rien à voir avec la dette, elles sont dues à la conjoncture», explique la direction du groupe. «Ce n'était pas, en effet, la première raison avancée, mais le trou dans les comptes nous a été présenté comme un élément en plus pour expliquer les licenciements», répond un ancien représentant des salariés, qui rappelle que la rentabilité du groupe France (16% en 2008) reste plus qu'honorable.

Dernière conséquence du montage financier, peut-être même à l'origine de sa mise en place: l'entreprise, devenue déficitaire, ne paie plus d'impôts sur les sociétés en France. Car l'argent remonté au siège néerlandais n'est plus du bénéfice (donc du profit) mais de l'intérêt d'emprunt (donc une charge). Une opération tout bénéf, puisque le taux d'imposition global du groupe Wolters Kluwer ressort à 18% en 2008, contre un taux de 33% en France.

Suppression des impôts à payer en France, disparition de la participation pour les salariés, comptes plombés permettant, si ce n'est de justifier, du moins de contextualiser le plan social... WKF est gagnant sur tous les tableaux. Un bonneteau qui pourrait bien en inspirer d'autres. ◀